L'ABEILLE.

PAR SULLITT, MAUNE & Cie
No. 81, Rue Chartres.

JOURNAL QUOTIDIEN ..... 12 } payable d'avance
Do. ..... rapide POUR PAR SEMAINE ..... 3 }

Jours de publication de l'Abeille:
MARDI, JEUDI ET SAMEDI.

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 29 SEPTEMBRE 1842.

POUR PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS:
HENRY CLAY.
POUR VICE-PRÉSIDENT:
WINFIELD SCOTT.

BULLETIN.

Décidément nous jouons de malheur cette fois pour ce nouvelles d'Europe; la malle à laquelle nous devons les lettres venues par l'*Arcadia*, ne nous apporte pas un seul journal; et notre correspondance est d'une date trop ancienne pour pouvoir suppléer à cette lacune. Nous en sommes réduits, pour compléter les bribes de nouvelles que nous avons publiées dans notre dernier numéro, à quelques journaux anglais venus par le *Great Western*; nous n'aurons donc rien de bien frais, ni de bien détaillé; mais au moins nous pourrons donner un aperçu à peu près exact des affaires d'Europe dans la dernière quinzaine d'août.

FRANCE.—L'unique préoccupation de la France, ya été, celle de la paix, la loi de Régence. La discussion de cette loi a commencé à la chambre des députés dans la séance du 18 août et elle a été achevée dans celle du 20; elle a été alors adoptée par 310 voix contre 94, c'est-à-dire par une écrasante majorité de 216. Notre correspondance constate quelques-unes des phases de cette discussion et donne le texte de la loi. Une fois adoptée par les députés, cette importante mesure a été présentée à la chambre des Pairs, et là elle a rencontré moins d'opposition encore que dans l'autre chambre. Dans la séance du 27 août, M. de Broglie est venu lire le rapport de la commission chargée de l'examen de la loi, ce rapport fort développé conclusit à l'adoption du projet tel qu'il avait été voté par les députés; et la chambre a montré quelque empressement à se rendre à cette invitation; elle n'a consacré à la discussion qu'une seule séance, celle du 29. M. de Dreux Brézé seul a fait quelque opposition, le noble pair a surtout été vivement formalisé d'un mot du duc de Nemours dans un discours prononcé en Alsace : le jeune prince, avant la discussion de la chambre des Pairs avait parlé de la loi de Régence comme d'une chose votée par la législature "Nous ne comptons donc pour rien ?" s'est écrié M. de Dreux Brézé. Ce fait et cette observation ont sans doute éveillé quelques susceptibilités dans la noble chambre, et 14 voix ont protesté contre l'adoption de la loi, mais que vaut cette protestation en présence de chiffre formidable des votes affirmatifs ? Que signifient 14 voix en présence de 163 ?

La loi de régence adoptée, l'œuvre de la session était accomplie; aussi le lendemain même de l'adoption, les chambres ont été prorogées jusqu'au 9 janvier prochain.

ANGLETERRE. — Les troubles qui ont agité pendant toute la première partie d'août les districts manufacturiers, sont à peu près calmés, comme on en peut juger par les extraits que nous donnons des journaux anglais; mais ces troubles ne renaîtront-ils pas? La tranquillité actuelle pourrait bien ne pas être autre chose que le repos qui marque les intervalles de crise dans les maladies sociales. Le mal qui ronge l'Angleterre, n'est pas guéri: Qui sait même si ce mal n'est pas incurable?

Les nouvelles de l'Inde sont loin d'être aussi favorables que les dernières; l'espèce d'enthousiasme excité par la sainte conduite des soldats et des officiers anglais, n'éblouit plus les yeux, et l'on ne peut plus dissimuler l'immense danger auquel sont exposées les troupes de l'Afghanistan. Sortira-t-il un seul soldat anglais de ce pays qui en a déjà tant dévoré? Voilà ce que peut se demander la Grande Bretagne.

— La situation des autres pays n'a pas subi de modifications importantes : l'ESPAGNE se repose. La Turquie voudrait bien faire dans l'ancien monde ce que fait dans celui-ci le Mexique; mais il y a, par delà l'Océan, quelques puissances qui ont l'art de calmer les velléités belliqueuses, et tout annonce que les hostilités avec la Perse n'auront aucune suite. La Russie semblerait, si l'on en croit les *on dit*, vouloir faire subir à sa Politique un revirement assez étrange; elle s'éloignerait de la Prusse et de l'Autriche pour se rapprocher de la France. Le Portugal essaie en vain de se débattre aux mains de l'Angleterre; mais ses efforts sont impuissants, ce petit royaume est condamné à subir la servitude commerciale et politique de la puissante des mers. Ne s'est-il pas livré lui-même? La Belgique est toute aux pré-occupations commerciales.

INTÉRIEUR.—Les nouvelles de l'intérieur sont plus rares que jamais. Les manifestations en faveur d'HENRY CLAY continuent toujours; le nom du grand citoyen de l'Ouest vole d'un bout à l'autre de l'Union, et partout il excite les acclamations, la sympathie, l'enthousiasme ! Le nom de M. Tyler fait naître des sentiments bien opposés, partout où on le prononce, il est accueilli par des récriminations et des accusations justement méritées. Les citoyens de Philadelphie, dans la grande réunion qu'ils ont eu le 16 courant au sujet de la destitution de J. Roberts, collecteur de la Douane de cette ville, ne l'ont pas épargné; quelques orateurs ont justement flétri le système de destitution adopté par l'Exécutif, ils ont fait ressortir tout ce qu'il y a de mesquin, de haineux, d'inquisitorial dans la conduite de M. Tyler. Leurs appréciations ne seront pas perdues; et le jour viendra où la réprobation dont les whigs frappent un renégat, sera universelle.

BANQUE DES CITOYENS.—A la requête de l'avocat-général, une injonction a été lancée contre la banque des Citoyens, pour qu'elle eût à suspendre toute émission de son papier; cette institution ne peut donc plus payer les checks tirés par les personnes qui y ont des dépôts; et par le fait, elle cesse d'exercer ses fonctions comme banque. Il y a tout lieu de croire qu'elle sera mise incessamment en liquidation.

HOPITAL DE CHARITÉ.

Dans la journée d'hier, il a été admis six personnes attaquées de la fièvre jaune; il en a été renvoyé six guéries, et il n'en est succombé qu'un seul de cette maladie.

Cinq cents hommes de troupes des Etats-Unis, venant de Cedar Keys (Floride), sont arrivés hier matin aux casernes.

Le Courrier d'hier soir annonce que la nouvelle troupe d'artillerie engagée à Paris, par M. Prévost, a du partir du Havre le 15 du courant à bord du St.-Léon.

Le navire à vapeur de la compagnie des Antilles le *Solway*, capt. Duncan, accosté à la Balise lundi dernier, étant parti de la Havane le 22. Son sac aux lettres a été apporté en ville par le Tâche. Nous apprenons qu'il n'y avait rien d'important à la Havane. Le Solway a perdu trois hommes de la fièvre jaune, dans sa traversée, et le capitaine en était bien malade.

Il y a quelques jours un nommé McSherry s'adressa dans un des cabarets de la rue Conti et demanda à boire en disant qu'il n'avait pas d'argent. Sur le refus qui lui fut fait d'accéder à sa demande, il tira un pistolet de sa poche et fit feu sur la personne qui était derrière le compteur; fort heureusement il manqua son coup et la balle alla se loger dans la muraille. Mc Sherry comparaissait paraît-il dans la Cour Criminelle.

SINISTRES.—Il paraît que la violente tempête qui a été éprouvée à la Havane au commencement de ce mois s'est fait ressentir fort loin en mer : voici de nouveaux sinistres que nous lisons dans les journaux : cette liste quoique déjà fort longue n'est peut-être malheureusement pas encore complète, nous tiendrons nos lecteurs au courant des détails qui parviendront à notre connaissance.

Le navire Hilah, capitaine Hammond, parti de la Nouvelle Orléans et arrivé à New York le 19 de ce mois, a éprouvé le 4 près de la Havane, l'effet de l'ouragan. Pour sauver les vergues, on a été obligé de couper les voiles, de couper les cordages etc. Le lendemain, il a rencontré une barque qui avait perdu ses mâts et son mat de misaine ; elle se dirigeait sur la Havane et avait un signal blanc, avec deux boules rouges et la lettre T au centre; plus tard il a rencontré une autre barque qui avait perdu sa mâture, et se dirigeait sur la Havane. Le navire Hilah a perdu du 29 août au 1er septembre quatre hommes de son équipage et un passager, par suite de maladies.

Le navire Orleans, capitaine Sears, parti également d'ici et arrivé à New York, a éprouvé plusieurs avaries dans l'ouragan, et a eu trois hommes blessés. Le 4, il a rencontré le brick Boston, abandonné, ayant perdu tous ses mats et étant rempli d'eau.

Le navire Orleans avait à son bord le capitaine et l'équipage de la barque Ludlow, laquelle a été abandonnée en mer, le 7 du courant. Cette barque se trouvait près du Double Headed Keys, à l'époque de l'ouragan, a eu ses mats rompus, toutes ses voiles et son gouvernail emportés, et le fut à fond de cale. Au moment où le capitaine et l'équipage allaient s'embarquer sur la chaloupe, ils aperçurent une voile. C'était l'Orléans qui venait à leur secours.

La goélette Etna, dans sa traversée de St. Thomas à New York, a rencontré plusieurs débris de navires, dont une partie avait été brûlée.

Le nouveau Tarif en français et en anglais par M. W. H. Shepard, calculateur des droits à la Douane, sera en vente la semaine prochaine. Prix une piastre.

Des listes de souscription sont ouvertes chez MM. A. Ellmer, libraire, 137, rue Royale, et chez Nathan, Smith & Co. 94, rue du Camp.

Les Banques de New York ont \$6,000,000 en espèces dans leurs caveaux.

Nous publions dans le reste de nos colonnes publiques quelle est laissé, c'est donc la loi de régence.

(*Correspondance particulière.*)

PARIS, 26 août 1842.

Monsieur,

La loi de régence a été votée le 20 à la Chambre des Députés, après une discussion de trois jours, telle qu'elle avait été amendée par la commission. Et voici le texte, qui ne diffère du projet primitif que dans la phraséologie et dans quelques dispositions de détail :

Art. 1. La loi est majeur à l'âge de dix-huit ans accomplis.

Art. 2. Lorsque le roi est mineur, le prince le plus proche du trône, dans l'ordre de succession établi par la déclaration et la charte de 1830, et âgé de vingt-un ans accomplis, est investi de la régence pour toute la durée de la minorité.

Art. 3. Le plein et entier exercice de l'autorité royale, au nom de roi mineur, appartient au régent.

Il en est saisi à l'instant même de l'avènement.

Art. 4. L'art. 12 de la Charte et toutes les dispositions législatives qui protègent la personne et les droits constitutionnels du roi sont applicables au régent.

Art. 5. Le régent prête devant les chambres le serment d'être fidèle au roi des Français, obéir à la Charte constitutionnelle et aux lois, de veiller, de agir en toutes choses dans le seule vue de l'intérêt, du bonheur et de la gloire du peuple français.

Si les chambres ne sont pas assemblées, le régent fera publier immédiatement et inséré sur un Bulletin des Lois une proclamation dans laquelle seront exprimés le serment et la promesse de la réitérer aussitôt que les chambres seront réunies.

Elles devront, dans tous les cas, être convoquées au plus tard dans le délai de quarante jour.

Art. 6. La garde et la tutelle du roi mineur appartiennent à la reine ou princesse sa mère, non remariée, et, à son défaut, à la reine ou princesse son aïeule paternelle, également non remariée.

Sur 404 votans, il y a eu 310 boules blanches pour l'adoption et 94 boules noires pour le rejet. Comme vous le verrez par le compte rendu des séances, la discussion a été on ne peut plus animée et plus brillante. M. Odilon Barrot a surtout déployé dans cette enceinte un vrai talent d'orateur et de tribun. M. de Lamartine a fait un admirable discours qui n'a que le défaut de paraître un peu long. Le vieux Dupont de l'Eure a voulu voire pour agir, il a jugé convenable de venir à ces dernières dates, le 29 juin, Pollock n'avait fait aucun mouvement pour sortir de sa position dangereuse.

Les nouvelles de Cassabar étaient plus favorables. Le général Nott avait reçu ordre de se maintenir à Candahar, et dans la journée du 28 mai, il avait obtenu un avantage important sur les Afghans qui s'étaient réunis en grand nombre autour des murs de Candahar. Un autre succès avait été remporté par le colonel Wymer, près de Kelat-i-Ghilzie, fort occupé par les Anglais.

Le Quetzah, les maladies avaient fait des ravages considérables.

On ne connaissait qu'imparfaitement les mouvemens d'Akbar Khan qui, cessant de prendre l'agressive, était resté dans le Caboul pour y organiser sa puissance. On avait appris qu'il s'était emparé de Jellalabad, place importante dans la position de laquelle était demeurée fidèle aux Anglais. Il s'était ensuite fait proclamer à Caboul, grand visir de shah Futtur Jung, souverain de Shaah Soojah.

Le gouverneur général avait ordonné la formation d'une armée de réserve de 30,000 hommes, sous les ordres du général Sir Jasper Nicolls, commandant en chef de l'armée des Indes dont le quartier général devait être établi à Sirhind, près de Delhi.

Les nouvelles de Chine, reçues par la même voie sont sans intérêt.

FRANCE.

CLÔTURE DE LA SESSION.—La session qui s'est ouverte le 26 juillet, a été close le 30 août : l'ordonnance de prorogation a été lue à la chambre des pairs par le maréchal Soult, et à celle des députés par le ministre de l'intérieur. Dans cette dernière chambre, M. Passalis, président de la commission chargée de l'enquête électorale, a déclaré que la commission n'était pas prête à faire son rapport; et qu'elle regrettait ses travaux à la souveraineté de la nation. M. Debelleyme a prétendu que la prorogation ne devait pas les suspendre. Cette disposition sans importance a été close par l'ordre du jour.

Le conseil qui s'tient de se terminer s'est occupé de cet objet; il aurait été convoqué à la hâte pour le régler; il a la véritable des pouvoirs, et 2 à l'un-

Le steamboat Osceola, capitaine Pease, de Columbia (Miss.) est arrivé avant hier en ville avec 2133 balles de coton.

Mlle Céleste, la célèbre danseuse, est arrivée à bord du Great Western.

La *Gazette de Baton Rouge* du 24 de ce mois, contient un paragraphe dans lequel il est question des pertes nombreuses occasionnées aux planteurs de coton, par les dernières pluies.

Le même journal ajoute qu'il y a eu un grand nombre de cas de fièvre bilieuse dans ces paragies.

DÉPENSES DU CONGRÈS.—Le greffier de la chambre des représentans, conformément à un acte du Congrès vient de publier dans le "*National Intelligencer*" un état détaillé des dépenses faites pendant la dernière session du Congrès. En voici la récapitulation :

Liste civile et diplomatique,	$9,363,293 53
Armée,	6,405,289 36
Marine,	6,774,405 42
Fortifications,	276,000 00
Pensions,	730,000 00
Indiens, traités etc,	1,900,077 00
Bills particuliers de la Chambre des Représentans,	37,565 01
Bills particuliers du sénat.	61,673 03
	$24,952,190 83

LOYER DANS LE MISSOURI.— Un des principaux hôtels de St. Louis, qui, il y a trois ans, rapportait au propriétaire $2,200 par an, n'a pu être loué cette année que $700. Avis au locateur.

Deux journaux sont rédigés par des femmes dans le Massachusetts : Le Boston Transcript, et le Fall River Mayflower, tous à leur tête, l'un, Mme. Green et l'autre, Miss Walter.

EXTERIEUR.

ANGLETERRE.

DISTRICTS MANUFACTURIERS.—"Les nouvelles que nous recevons des districts manufacturiers, sont de la nature la plus satisfaisante. Les désordres ont cessé sur presque tous les points, et les déploiemens de force et d'autorité deviennent superflus. Manchester la tranquillité va plus être troublée; neuf moulins dans la ville ou aux environs ont repris leurs travaux; mais quelques rassemblemens ont encore lieu, et l'on conserve encore des craintes qui sans doute ne se réaliseront pas; les autorités sont sur leurs gardes. Tout est tranquille à Stalleybridge. Quelques tentatives ont été faites à Ashton pour décider les ouvriers à quitter leurs travaux, mais elles ont été vaines. Birmingham et le pays dans un rayon de vingt milles sont parfaitement tranquilles. Quelques bandes de mineurs paraissent encore quelques districts, mais sans exercer aucune violence, et l'on espère bientôt les voir rentrer tout-à-fait dans l'ordre. Les renseignemens qu'on reçoit des autres districts ne sont pas moins favorables. (*Morning Post du 22 août.*)

"La situation des districts manufacturiers est toujours assez favorable; mais malheureusement bien des ouvriers sont sans emploi.

(*Morning Chronicle*, 1er. *sept.*)

"Comment empêcher le renouvellement des désordres alarmans qui ont eu lieu dans les districts manufacturiers ? Telle est la question que s'adressent tous ceux qui s'occupent de l'intérêt public. Les causes de ces désordres sont multiples, les remèdes doivent aussi être de diverse nature. Non-seulement le gouvernement doit songer à empêcher le mécontentement de naître; mais il doit aussi se mettre en mesure pour en arrêter l'explosion. Le meilleur remède général est sans contredit l'intervention du gouvernement entre les maîtres et les ouvriers, ces derniers ne doivent pas être entièrement laissés à la merci des autres; mais quelles immenses difficultés n'offre pas l'intervention! C'est une tâche bien délicate et bien grave. Dans tous les cas, la nécessité exige que l'on prenne quelques mesures l'intérêt de nos districts manufacturiers en fait au gouvernement une loi impérieuse. (*Morning Post, 2 sept.*)

—W. BEAN.—Le procès de John-William Bean, accusé d'avoir attenté à la vie de la reine Victoria, a été jugé, le 25, par la cour criminelle, siégeant lord Abinger, M. Williams et le baron Rolfe.

Après l'examen des témoins, M. l'avocat-général prend la parole et donne ses conclusions. Il déclare abandonner l'accusation de tentative d'assassinat sur la personne de S. M.; mais il maintient la prévention relative au projet de l'accusé de répandre l'alarme et le désordre.

Le jury ayant émis un avis dans ce sens, lord Abinger déclare le prévenu atteint et convaincu d'avoir voulu alarmer la reine en tentant de tirer un coup de pistolet chargé de poudre avec bourre sur S. M. Le crime constitue donc Bean à dix-huit mois de prison, à Newgate.

AFGHANISTAN.—La situation des Anglais dans l'Afghanistan, après être restée quelque temps dans le *statu quo*, a repris un aspect très alarmant. La rigueur du climat, les maladies la faim sont venues précipiter l'œuvre de destruction que les Afghans avaient laissée suspendre. En faisant sa jonction avec le général Sale, le général Pollock avait mis la citadelle de Jellalabad à l'abri des attaques de l'ennemi; mais si celui-ci a manqué de courage et d'habileté pour empêcher cette jonction, il a réparé cette faute en occupant et fortifiant les passages dangereux dans lesquels s'était aventuré le général Pollock, pour lequel la retraite devenait presque impossible du moins fort dangereuse. Ainsi isolée au milieu des populations ennemies et dans un pays fort difficile, la garnison de Jellalabad a été décimée par les fièvres résultant d'une chaleur excessive et d'une nourriture mauvaise et insuffisante. Le soldat découragé, se sont laissés aller à l'indiscipline, presque à la révolte, ils menacent même d'une inaction qui les livre en proie aux maladies et à la faim. Ils demandent à évacuer Jellalabad, mais Pollock, jugeant l'évacuation impraticable, voulait attendre un moment meilleur, pour se hasarder à traverser la province insurgée de Lughman. Le gouverneur de Jellalabad, effrayé de l'agitation qu'il voyait croître autour de lui, a jugé convenable de céder à ces vœux, et il a signé la capitulation. Le 21 mai, Pollock n'avait fait aucun mouvement pour sortir de sa position dangereuse.

Les nouvelles de Candahar étaient plus favorables. Le général Nott avait reçu ordre de se maintenir à Candahar, et dans la journée du 28 mai, il avait obtenu un avantage important sur les Afghans qui s'étaient réunis en grand nombre autour des murs de Candahar. Un autre succès avait été remporté par le colonel Wymer, près de Kelat-i-Ghilzie, fort occupé par les Anglais.

Le Quetzah, les maladies avaient fait des ravages considérables.

On ne connaissait qu'imparfaitement les mouvemens d'Akbar Khan qui, cessant de prendre l'agressive, était resté dans le Caboul pour y organiser sa puissance. On avait appris qu'il s'était emparé de Jellalabad, place importante dans la position de laquelle était demeurée fidèle aux Anglais. Il s'était ensuite fait proclamer à Caboul, grand visir de shah Futtur Jung, souverain de Shaah Soojah.

Le gouverneur général avait ordonné la formation d'une armée de réserve de 30,000 hommes, sous les ordres du général Sir Jasper Nicolls, commandant en chef de l'armée des Indes dont le quartier général devait être établi à Sirhind, près de Delhi.

Les nouvelles de Chine, reçues par la même voie sont sans intérêt.

FRANCE.

CLÔTURE DE LA SESSION.—La session qui s'est ouverte le 26 juillet, a été close le 30 août : l'ordonnance de prorogation a été lue à la chambre des pairs par le maréchal Soult, et à celle des députés par le ministre de l'intérieur. Dans cette dernière chambre, M. Passalis, président de la commission chargée de l'enquête électorale, a déclaré que la commission n'était pas prête à faire son rapport; et qu'elle regrettait ses travaux à la souveraineté de la nation. M. Debelleyme a prétendu que la prorogation ne devait pas les suspendre. Cette disposition sans importance a été close par l'ordre du jour.

Le conseil qui vient de se terminer s'est occupé de cet objet; il aurait été convoqué à la hâte pour le régler; il a la véritable des pouvoirs, et 2 à l'un-

Le Portugal et la Perse fut passible.

—La Promulgation de la loi de Régence a eu lieu immédiatement; elle a paru dans le *Moniteur* le 31 août.

—M. Emile de Girardin, membre de la chambre des députés et rédacteur en chef de la *Presse*, a mis la dernière main à la légion d'honneur. Il ne manquait plus que ce dernier coup pour faire perdre à cette décoration tant prodiguée le peu d'estime qu'elle conservait.

—Quelques journaux affirment que le *Great Western* doit cesser ses voyages cet automne, et que nous ne verrons plus ce bateau stationner ; ils ajoutent que la compagnie à laquelle il appartient, a fait soupçonner la construction du grand navire à vapeur qu'elle avait entrepris. Ces allégations sont entièrement sans fondement. Le *Great Western* continuera ses voyages, conformément aux avis qui ont été publiés; et le printemps prochain ne se passera pas sans que le grand navire en fer qui est en voie de construction vienne visiter les Etats-Unis.

RUSSIE.—Le *Morning Herald* donnait l'autre jour très gravement la nouvelle qu'un fauteuil d'argent, offert à l'empereur Nicolas à propos du vingt-cinquième anniversaire de son mariage, recélait un mécanisme qui, au moyen d'un ressort, devait mettre en mouvement deux épées disposées de manière à donner une mort certaine à celui qui s'assiérait sur cette espèce de trône. Aujourd'hui le *Britannia*, sur la foi d'un correspondant de Francfort dont la véracité est au-dessus de toute espèce de soupçon, raconte longuement l'histoire d'une grande conspiration à laquelle le czar et ses beau-frère le roi de Prusse n'ont échappé que par leur sang-froid et leur liberté d'esprit. Voici en deux mots les faits dégagés de tous les ornemens dont le correspondant du *Britannia* les accompagne.

Les bruits répandus à la fin du mois d'avril, au sujet de l'empereur d'émanciper tous les serfs de l'empire, et persuadés que ce dessein a été inspiré au czar par le roi de Prusse, résolurent de profiter du jubilé nuptial pour immoler ces deux princes. L'empereur informé de la conspiration, en fit part seulement à plusieurs chefs, qui tinrent secrète la nouvelle et se contentèrent de retenir pas pour battre, et le roi de Prusse apprit, le jour même de son arrivée à Pétersbourg, que lui et son beau frère devaient être massacrés au milieu des troupes qu'ils passeraient en revue le 29 juillet. Le roi et l'empereur prirent leurs mesures en conséquence. Tous les régimens douteux furent écartés; les postes, composés d'hommes de choix, furent partout doublés; enfin la revue fut avancée de manière à finir au moment précis où les conspirateurs la croiraient à peine commencée. Ce calcul réussit parfaitement; l'empereur et le roi rentrèrent calmes et sains et saufs au palais, mais le roi de Prusse ne voulut pas séjourner plus longtemps à Pétersbourg, dont il s'éloigna rapidement, et qu'il y jamais revenir.

L'historien de cette conspiration vaut sans doute celle du fauteuil d'argent. Une seule chose est certaine, les fêtes du jubilé nuptial ont été fort tes ; le roi de Prusse comprendre la nécessité de voir en cette circonstance toutes les opinions dynastiques se grouper pour donner une grande force morale à une loi destinée à fortifier le gouvernement libéral de 1830. Ce dernier surtout (M. Thiers) a autant plus vivement vu de l'assemblée que son discours contenait des attaques assez incisives contre la gauche et son chef M. Odilon Barrot, attaques que beaucoup de personnes ont considéré comme une rupture, de sorte que deux hommes éminens, à divers titre, paraissent avoir changé de rôles à l'occasion de cette discussion : M. de Lamartine qui a abandonné le parti conservateur ou ministériel pour se rallier à l'opposition et M. Thiers qui semble avoir abandonné l'opposition pour se rallier aux conservateurs.

Les journaux font grand bruit de ce double changement. Celui de M. Thiers surtout a jeté la division dans la presse opposante. Le *National*, la *Commerce*, la *Patrie*, journal de M. Pagès de l'Ariège, et tous les journaux légitimistes injurient M. Thiers à qui mieux mieux. Le *Siècle* le condamne en termes polis et mesurés, tandis que le *Courrier français* se déconsole surtout se désole et pleure sur l'opposition qui souffre principalement de ces dissentions intestines. Le *Constitutionnel* seul défend M. Thiers, mais il le fait avec une vivacité telle que les journaux de M. Barrot sont obligés de crier merci.

Il me semble qu'on donne trop d'importance à tout cela, et qu'on a tort de s'emporter pour si peu. M. de Lamartine était avant tout un homme d'imagination, il ne serait pas juste d'exiger de lui une grande fixité de principes. Entré à la chambre comme légitimiste, il a successivement pris et quitte toutes les nuances d'opinion qui divisent l'assemblée et le pays. D'après cela faut-il s'étonner qu'il use encore de la liberté de M. Mauguin, lui aussi, a parlé tout à la fois pour contre la loi en se trop savoir que conclure, et pourtant sur ne lui reproche son individualité : pourquoi n'en serait-il pas de même à l'égard des autres ? D'ailleurs est-on donc tellement infodé aux partis qu'on ne puisse plus, sur quelque question que ce soit, une fois incorporé, conserver son libre arbitre ?

En ce qui concerne M. Thiers, rien ne prouve son intention prochaine de se séparer de l'opposition et tout porte à croire que s'il en vient là ce sera par la faute de M. Barrot et de ses amis, car on a remarqué qu'un apprenant l'accident de 13 juillet, tous les membres des diverses fractions de l'opinion dynastique, ministérielle, centre gauche et gauche pure, prirent spontanément la résolution de faire trêve à leurs dissentimens pour voter, même sans discussion, sur le fait, une loi de régence qui devenait quelconque une barrière contre ce qui a la lettre ni à l'esprit de la charte. Sur ce point, nul ne le conteste, il n'y a eu qu'un avis, qu'une opinion parmi les partisans du gouvernement de juillet. Grande a donc été la surprise lorsqu'on a vu M. de Sade venir déclarer qu'il voterait son amendement au nom de la gauche "que c'était une transaction proposée par l'opposition et que celle-ci voterait contre la loi si l'amendement était rejeté."

Pour qu'on puisse juger de l'importance de cet amendement, nous le donnons textuellement en regard des articles 1 et 2 du projet amendé par la commission.

Projet.	*Amendement.*
"Art. 1. Le roi est majeur à l'âge de 18 ans accomplis.	"A la fin du règne actuel, si le prince appelé au trône par la déclaration du 7 août (1830) n'a pas atteint sa majorité, il est majeur à l'âge qu'il aura atteint ce jour-là.
Art. 2. Lorsque le roi est mineur le prince le plus proche du trône, dans l'ordre de succession établie par la déclaration et la charte de 1830, et âgé de vingt-un ans accomplis, est investi de la régence pour toute la durée de la minorité."	Art. 2. Lorsque le roi est mineur, la régence appartiendra au plus âgé des oncles survivans."

La seule différence qu'il y ait, comme on voit, entre ces deux versions, c'est que le projet dispose en termes généraux, tandis que l'amendement ne dispose que pour le 24 août prochain. Cette différence qui est beaucoup plus dans les mots que dans les choses, puisque le rapporteur de la commission et la plupart des discours du projet ont formellement déclaré que la loi était ordinaire, non organique, et que comme telle elle n'enchaînait point l'avenir.

Or, il paraît que M. Thiers n'a pu voir sans une certaine irritation fouler ainsi aux pieds, sous un prétexte si futile, l'engagement contracté entre elles par toutes les nuances de l'opposition dynastique, et son discours en est rementi. Mais encore une fois rien n'indique que M. Thiers ait l'intention d'aller plus loin et de se séparer de l'opposition. Maintenant, il faut l'avouer, cette séparation est assez probable.

On assure que MM. de Tocqueville et Beaumont n'ont pas peu contribué à la conduite de l'opposition de gauche en cette circonstance, pour affranchir du voisinage de M. Thiers dont la supériorité les écrasait.

Le projet de loi est maintenant devant la chambre des pairs et nul doute qu'elle ne soit adoptée par la noble chambre, sans amendement, après quelques laïus-gages de M. de Dreux Brézé et autres légitimistes. Il est heureux pourtant que les honorables du Luxembourg ne soient pas trop susceptibles sur l'étiquette; car ils auraient bien pu, ne fut-ce que pour donner une leçon au ministère, amender la loi pour l'annihiler; car il est au moins douteux que la chambre des députés soit maintenant en nombre légal. Il paraît tant ces messieurs ont mis d'activité à s'en aller dans leurs départemens une fois la loi votée par eux, sans s'inquiéter autrement de ce que cela ferait l'autre branche de la législature.

Malheureusement les conseillers de la couronne sont, en cette circonstance, les complices des députés. On peut même dire qu'ils sont les plus coupables, sinon les seuls coupables. La chambre des pairs était organisée dès le lendemain de l'ouverture de la session; la Chambre des Députés a passé quinze jours à vérifier les pouvoirs de ses membres et à l'organiser. Il semble donc naturel, pour ne pas perdre de temps, de présenter d'abord la loi à la Chambre des pairs qui aurait discuté et voté pendant que la chambre élective procédait à son organisation. Mais non ; on a laissé la chambre haute les bras croisés pendant quinze jours pour donner l'initiative à la Chambre des députés qui discute, vote et s'en va sans plus de cérémonie, comme si son vote donné tout était dit. Et comme si ce n'était pas assez, le *Journal des Débats* dit que la session actuelle peut être considérée comme terminée par le vote de la Chambre des députés, que Moniteur reproduit cette note ! Pauvre Chambre des Pairs !

Les nouvelles d'Espagne sont insignifiantes. On parle seulement d'un changement de ministère, mais il n'y a rien de certain là-dessus. A Alicante, il y a eu une sorte d'émeute le 16 ou 17 août, par suite d'un mécontentement, dit-on, sur la manière de disposer du sel. Le peuple a prétendu qu'on ne lui vendait que la plus mauvaise qualité pendant qu'on exportait le meilleur et là-dessus des voitures chargées ont été arrêtées et quelques unes pillées. Comme on voit, il n'y a rien de politique dans tout cela.

Zurbano a, assure-t-on, été fait marquis de Gigona pour récompense de sa pacification de la Catalogne. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il est déjà créé, d'après les dernières Nouvelles de Madrid, chevalier de l'ordre de l'Isabelle la catholique.

Les nouvelles apportées par le *British Queen* sont des plus favorables en ce qui a trait aux affaires d'Orient. Elles font espérer l'apaisement de toutes les difficultés qui existaient entre les Etats-Unis et l'Angleterre. Mais pour ce qui touche à l'état financier, il paraît qu'il n'y a point d'amélioration. A moins que vous ne pénétriez là bas quelques mesures énergiques, votre crédit comme nation sera bien malheureux de peine à relever de celui qu'il vient d'éprouver. On pousse même la méfiance jusqu'à l'excès. De sorte qu'on est passé d'une avenglement confiance à la plus stupide méfiance.

J. M.

NOUVELLES DIVERSES.

— On lit dans la correspondance parisienne du *Morning Post* : "Le centre gauche va reparaître dans toute sa splendeur ; et grâce à l'adjonction de quelques membres du coté droit et de plusieurs conservateurs, il composera encore une majorité.

"Le loi sur les fortifications de Paris émanée du ministère Thiers a été acceptée et adoptée par le ministère Guizot. La loi de Régence émanée du ministère Guizot a été acceptée et adoptée par M. Thiers, chef d'opposition. Quelle est la conclusion logique de ce double service rendu à la dignité ? La voici : M. Thiers redeviendra ministre, et les applaudissemens dont le centre l'a gratifié durant la discussion de la loi de régence, sont une preuve qu'en l'abandonnant de ses vélléités belliqueuse et qu'on croit ses promesses essentiellement monarchiques.

"La prochaine session présentera un spectacle assez curieux par les combinaisons qui s'y préparent ; les opinions sont moins nombreuses, mais plus compactes et plus malléables augmentent, mais le attendent qui savoir quel sera leur chef. Le ministère actuel doit se modifier sans peine de tombar.

—La *Gazette d'Augsbourg* prétend que les troupes persanes ont envahi la province de Van; mais ces nouvelles ne sont rien moins qu'officielles, et l'on ne pensait que à Constantinople même que la guerre entre la Turquie et la Perse fut possible.

—La Promulgation de la loi de Régence a eu lieu immédiatement; elle a paru dans le *Moniteur* le 31 août.

—M. Emile de Girardin, membre de la chambre des députés et rédacteur en chef de la *Presse*, a mis la dernière main à la légion d'honneur. Il ne manquait plus que ce dernier coup pour faire perdre à cette décoration tant prodiguée le peu d'estime qu'elle conservait.

— Quelques journaux affirment que le *Great Western* doit cesser ses voyages cet automne, et que nous ne verrons plus ce bateau stationner ; ils ajoutent que la compagnie à laquelle il appartient, a fait soupçonner la construction du grand navire à vapeur qu'elle avait entrepris. Ces allégations sont entièrement sans fondement. Le *Great Western* continuera ses voyages, conformément aux avis qui ont été publiés; et le printemps prochain ne se passera pas sans que le grand navire en fer qui est en voie de construction vienne visiter les Etats-Unis.

RUSSIE.—*Le Morning Herald* donnait l'autre jour très gravement la nouvelle qu'un fauteuil d'argent, offert à l'empereur Nicolas à propos du vingt-cinquième anniversaire de son mariage, recélait un mécanisme qui, au moyen d'un ressort, devait mettre en mouvement deux épées disposées de manière à donner une mort certaine à celui qui s'assiérait sur cette espèce de trône. Aujourd'hui le *Britannia*, sur la foi d'un correspondant de Francfort dont la véracité est au-dessus de toute espèce de soupçon, raconte longuement l'histoire d'une grande conspiration à laquelle le czar et son beau-frère le roi de Prusse n'ont échappé que par leur sang-froid et leur liberté d'esprit. Voici en deux mots les faits dégagés de tous les ornemens dont le correspondant du *Britannia* les accompagne.

Les bruits répandus à la fin du mois d'avril, au sujet de l'empereur d'émanciper tous les serfs de l'empire, et persuadés que ce dessein a été inspiré au czar par le roi de Prusse, résolurent de profiter du jubilé nuptial pour immoler ces deux princes. L'empereur informé de la conspiration, en fit part seulement à plusieurs chefs, qui tinrent secrète la nouvelle et se contentèrent de retenir pas pour battre, et le roi de Prusse apprit, le jour même de son arrivée à Pétersbourg, que lui et son beau frère devaient être massacrés au milieu des troupes qu'ils passeraient en revue le 29 juillet. Le roi et l'empereur prirent leurs mesures en conséquence. Tous les régimens douteux furent écartés; les postes, composés d'hommes de choix, furent partout doublés; enfin la revue fut avancée de manière à finir au moment précis où les conspirateurs la croiraient à peine commencée. Ce calcul réussit parfaitement; l'empereur et le roi rentrèrent calmes et sains et saufs au palais, mais le roi de Prusse ne voulut pas séjourner plus longtemps à Pétersbourg, dont il s'éloigna rapidement, et qu'il y jamais revenir.

L'historien de cette conspiration vaut sans doute celle du fauteuil d'argent. Une seule chose est certaine, les fêtes du jubilé nuptial ont été fort tes ; le roi de Prusse comprendre la nécessité de voir en cette circonstance toutes les opinions dynastiques se grouper pour donner une grande force morale à une loi destinée à fortifier le gouvernement libéral de 1830. Ce dernier surtout (M. Thiers) a autant plus vivement vu de l'assemblée que son discours contenait des attaques assez incisives contre la gauche et son chef M. Odilon Barrot, attaques que beaucoup de personnes ont considéré comme une rupture, de sorte que deux hommes éminens, à divers titre, paraissent avoir changé de rôles à l'occasion de cette discussion : M. de Lamartine qui a abandonné le parti conservateur ou ministériel pour se rallier à l'opposition et M. Thiers qui semble avoir abandonné l'opposition pour se rallier aux conservateurs.

Les journaux font grand bruit de ce double changement. Celui de M. Thiers surtout a jeté la division dans la presse opposante. Le *National*, la *Commerce*, la *Patrie*, journal de M. Pagès de l'Ariège, et tous les journaux légitimistes injurient M. Thiers à qui mieux mieux. Le *Siècle* le condamne en termes polis et mesurés, tandis que le *Courrier français* se déconsole surtout se désole et pleure sur l'opposition qui souffre principalement de ces dissentions intestines. Le *Constitutionnel* seul défend M. Thiers, mais il le fait avec une vivacité telle que les journaux de M. Barrot sont oblig